

**Présenté par
Valérie PÉCRESSE**
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

POLITIQUES RÉGIONALES CLIMAT, AIR, ÉNERGIE ET BRUIT - 4ÈME RAPPORT 2025

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS	3
PROJET DE DÉLIBÉRATION	5
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION	8
Annexe 1 : Fiches projets Efficacité énergétique	9
Annexe 2 : Synthèse des affectations au titre du dispositif silencieux pour les avions écoles franciliens	44
Annexe 3 : Convention FPA-Bruitparif	46

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le présent rapport a pour objet de proposer au vote de la commission permanente plusieurs dispositions au titre de la mise en œuvre de la « Stratégie régionale énergie-climat » et du « Plan anti-bruit pour une Île-de-France plus calme ».

1. Dans le cadre de la mise en œuvre de la « Stratégie régionale énergie-climat »

Il est proposé d'affecter **2 734 186,42 €** d'autorisations de programme pour soutenir **16** opérations liées à l'amélioration de l'**efficacité énergétique**, soit :

- 1 736 783,92 € en faveur de 8 opérations dans le cadre de l'appel à projets « Réduction de l'impact de la pollution lumineuse et création de trame noire » ;
- 557 402,50 € en faveur de 6 opérations dans le cadre de l'appel à projets « Rénovation énergétique des bâtiments publics » ;
- 440 000 € en faveur de 2 opérations dans le cadre de l'appel à projets « Rénovation énergétique des équipements sportifs ».

Les fiches projets correspondantes figurent en annexe 1 à la délibération.

2. Dans le cadre de la mise en œuvre du « Plan anti-bruit »

2.1 Affectations pour rendre plus silencieux les avions écoles franciliens

Il est proposé d'affecter **11 951,52 €** d'autorisations de programme pour soutenir **2** opérations dans le cadre de l'aide à l'équipement de dispositifs silencieux pour les avions-écoles franciliens, dont le récapitulatif figure en annexe 2 à la délibération.


2.2 Approbation d'une convention avec la Fondation pour l'audition

En septembre 2024, le conseil régional a adopté un Plan de réduction des nuisances sonores. Celui-ci comprend 23 mesures visant à diminuer les niveaux de bruit, notamment ceux causés par les transports, à améliorer la mesure de ces nuisances et à réduire leur impact sur la santé.

Dans le cadre du Plan Anti-bruit, la Région s'est donnée comme objectif de lancer en partenariat avec Bruitparif et la Fondation Pour l'Audition une campagne de sensibilisation à destination des jeunes d'Île-de-France qui sont particulièrement exposés à des niveaux sonores élevés mettant en danger leur audition. C'est pourquoi, il est proposé d'approuver la convention figurant en annexe 3 à la délibération.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Valérie Pécresse', written in a cursive style.

VALÉRIE PÉCRESSE

PROJET DE DÉLIBÉRATION DU 25 SEPTEMBRE 2025

POLITIQUES RÉGIONALES CLIMAT, AIR, ÉNERGIE ET BRUIT - 4ÈME RAPPORT 2025

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code de l'environnement ;

VU le code de l'énergie ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 modifiée relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CR 2021-038 du 2 juillet 2021 portant délégations de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 portant intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU la délibération n° CP 2021-433 du 19 novembre 2021, relative aux politiques régionales Energie-climat Air : Affectations 2021 ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 relative à la révision du règlement budgétaire et financier et du règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU la délibération n° CP 2023-072 du 29 mars 2023 relative aux politiques régionales climat-air-énergie : 2èmes affectations 2023 ;

VU la délibération n° CP 2024-091 du 28 mars 2024 relative aux politiques régionales climat, air, énergie : deuxièmes affectations ;

VU la délibération n° CP 2024-180 du 30 mai 2024 relative aux politiques régionales climat, air, énergie : troisième rapport 2024 ;

VU la délibération n° CP 2024-249 du 27 septembre 2024 relative aux politiques régionales climat, air, énergie- 4ème rapport 2024 ;

VU la délibération n° CP 2024-338 du 15 novembre 2024 relative aux politiques régionales climat, air, énergie, 5ème rapport 2024 ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2025 ;

VU l'avis de la commission de l'environnement ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2025-236 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide, au titre de la Stratégie régionale énergie-climat, dans le cadre de l'appel à projets « **Réduction de l'impact de la pollution lumineuse et création de trame noire** », de participer au financement de 8 opérations, détaillées dans les fiches projets en annexe 1 à la présente délibération, pour un montant prévisionnel maximum de 1 736 783,92 €.

Subordonne le versement des subventions d'un montant supérieur ou égal à 23 000 € à la signature avec les bénéficiaires d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 2024-180 du 30 mai 2024 susvisée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **1 736 783,92 €**, disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 75 « Autres actions », programme HP 75-003 (175003) « Climat et énergie », action 17500301 « Énergies renouvelables et performance énergétique du patrimoine public », du budget 2025.

Article 2 :

Décide, au titre de la Stratégie régionale énergie-climat, dans le cadre de l'appel à projets « **Rénovation énergétique des bâtiments publics** », de participer au financement de 6 opérations, détaillées dans les fiches projets en annexe 1 à la présente délibération, pour un montant prévisionnel maximum de 557 402,50 €.

Subordonne le versement des subventions d'un montant supérieur ou égal à 23 000 € à la signature avec les bénéficiaires d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 2024-180 du 30 mai 2024 susvisée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **557 402,50 €**, disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 75 « Autres actions », programme HP 75-003 (175003) « Climat et énergie », action 17500301 « Énergies renouvelables et performance énergétique du patrimoine public », du budget 2025.

Article 3 :

Décide, au titre de la Stratégie régionale énergie-climat, dans le cadre de l'appel à projets « **Rénovation énergétique des équipements sportifs** », de participer au financement de 2 opérations, détaillées dans les fiches projets en annexe 1 à la présente délibération, pour un montant prévisionnel maximum de 440 000 €.

Subordonne le versement des subventions d'un montant supérieur ou égal à 23 000 € à la signature avec les bénéficiaires d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 2024-180 du 30 mai 2024 susvisée et autorise la présidente du conseil régional

à les signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **440 000 €**, disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 75 « Autres actions », programme HP 75-003 (175003) « Climat et énergie », action 17500301 « Énergies renouvelables et performance énergétique du patrimoine public », du budget 2025.

Article 4 :

Décide, au titre de la mise en œuvre de la convention de partenariat avec la Fédération Française aéronautique et le groupe ADP, dans le cadre du dispositif « **Aide à l'équipement de dispositifs silencieux pour les avions-écoles franciliens** » de participer au financement de 2 opérations, détaillées dans le récapitulatif en annexe 2 à la présente délibération, pour un montant maximum prévisionnel de 11 951,52 €.

Affecte une autorisation de programme de **11 951,52 €**, disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 74 « Politique de l'air », programme HP 74-002 (174002) « Qualité de l'air, bruit et santé environnementale », action 17400201 « Qualité de l'air, bruit et santé environnementale », du budget 2025.

Article 5 :

Approuve la convention entre la région Île-de-France, Bruitparif Observatoire Régional du Bruit en IDF et la Fondation pour l'audition figurant en annexe 3 à la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Article 6 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation prévue à l'alinéa 3 des articles 17 du règlement budgétaire et financier susvisé.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSÉ

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 : Fiches projets Efficacité énergétique

DOSSIER N° EX093971 - AAP Modernisation de l'éclairage public et réduction de la pollution lumineuse (travaux) – Syndicat Départemental des Energies- de Seine-et-Marne (77)

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

Délibération Cadre : CP2023-171 du 05/07/2023

Imputation budgétaire : 907-758-2041582-175003-1700

Action : 17500301- Energies renouvelables et performance énergétique du patrimoine public

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	2 975 853,35 € HT	30,04 %	894 085,45 €
Montant total de la subvention			894 085,45 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT DEPARTEMENTAL DES ENERGIES DE SEINE ET MARNE
Adresse administrative : 1 RUE CLAUDE BERNARD
77000 LA ROCHETTE
Statut Juridique : Syndicat Mixte Communal
Représentant : Monsieur Pierre YVROUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : remplacement de 3 085 luminaires d'éclairage public par des technologies réduisant les consommations et la pollution lumineuse.

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2025 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer le projet de modernisation de l'éclairage public afin de limiter les consommations énergétiques, réduire les dépenses communales dans le contexte de hausse des prix de l'énergie et agir en faveur de la faune nocturne.

Description :

81 communes de moins de 20 000 habitants (99 741 habitants) ont délégué leur compétence en matière d'éclairage public au Syndicat Départemental des énergies de Seine-et-Marne (SDESM) afin qu'il mène les études et travaux nécessaires au remplacement de luminaires vétustes.

L'opération consiste à remplacer 3 085 points lumineux vétustes, répartis sur 81 communes, sur les 20 151 luminaires fonctionnels que compte ces communes par des luminaires LED, dans le cadre d'une programmation pluriannuelle.

Les luminaires installés devront répondre, a minima, aux caractéristiques imposées par l'arrêté du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses, et la température de couleur ne devra pas excéder 2700 Kelvin.

L'opération devrait conduire, à terme, à une économie d'énergie annuelle d'un facteur 3 minimum pour la commune et à une réduction de la pollution lumineuse au bénéfice de la faune nocturne en participant à la constitution de la trame noire. 31 communes prévoient un abaissement de puissance de l'éclairage public de 80 % et 51 communes l'extinction, a minima 5h par nuit, afin de maximiser les économies d'énergie et de minimiser la pollution lumineuse.

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention "appel à projets réduction de l'impact de la pollution lumineuse et création de trame noire" adopté par délibération n° CP 2023-171 du 5 juillet 2023 avec une aide régionale pour les investissements jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA pour des travaux conduisant à une réduction de la consommation énergétique d'un facteur 3 ou supérieur et à l'extinction de l'éclairage public au moins 5 heures par nuit, plafonnée à 150 000 € par commune. La subvention est plafonnée pour respecter la législation nationale sur la participation minimale du maître d'ouvrage. La base éligible retenue est de 2 975 853,35 €. Les travaux sur chaque commune ont fait l'objet d'une instruction individuelle, le montant proposé ici en est la synthèse. Le projet prévoit, hors assiette éligible des travaux de génie civil, de remise aux normes, de mise en peinture, d'étiquetage et de consignation.

Localisation géographique :

- CHANGIS-SUR-MARNE
- USSY-SUR-MARNE
- ECHOUBOULAINS
- VALENCE-EN-BRIE
- LA ROCHETTE
- OCQUERRE
- DHUISY
- JAIGNES
- LIZY-SUR-OURCQ
- MOUSSEAU-LES-BRAY
- BAZOCHES-LES-BRAY
- BRAY-SUR-SEINE
- EVERLY
- GOUAIX
- GRISY-SUR-SEINE
- HERME
- MONTIGNY-LE-GUESDIER
- NOYEN-SUR-SEINE
- MAROLLES-SUR-SEINE
- MISY-SUR-YONNE
- NANTOUILLET
- MORTERY
- ROUILLY
- CHAILLY-EN-BRIE
- DORMELLES
- PRESLES-EN-BRIE
- DAMMARTIN-SUR-TIGEAUX
- CESSY-EN-MONTOIS
- DONNEMARIE-DONTILLY
- LIZINES
- BANNOST-VILLEGAGNON
- CRECY-LA-CHAPELLE

■ LONGUEVILLE
■ BEAUTHEIL-SAINTS
■ VIMPELLES
■ BOISSY-LE-CHATEL
■ MAISONCELLES-EN-BRIE
■ MOUROUX
■ PERTHES
■ GOUVERNES
■ VARREDDES
■ BERNAY-VILBERT
■ COURPALAY
■ AUGERS-EN-BRIE
■ BEAUCHERY-SAINT-MARTIN
■ BEZALLES
■ CERNEUX
■ COURCHAMP
■ MONTCEAUX-LES-PROVINS
■ SOISY-BOUY
■ VILLIERS-SAINT-GEORGES
■ AUBEPIERRE-OZOUER-LE-REPOS
■ CHAMPDEUIL
■ SAINT-OUEN-EN-BRIE
■ VANVILLE
■ BREAU
■ CHAUMES-EN-BRIE
■ BAGNEAUX-SUR-LOING
■ BOITRON
■ LA CELLE-SUR-MORIN
■ LA CHAPELLE-MOUTILS
■ GASTINS
■ CHATEAU-LANDON
■ CHEVRY-EN-SEREINE
■ COMPANS
■ FONTAINS
■ FONTENAILLES
■ IVERNY
■ MEILLERAY
■ POLIGNY
■ MORTCERF
■ NOISY-SUR-ECOLE
■ OZOUER-LE-VOULGIS
■ REMAUVILLE
■ SAINT-MARTIN-DES-CHAMPS
■ SAINT-PIERRE-LES-NEMOURS
■ SAINT-REMY-LA-VANNE
■ SOIGNOLLES-EN-BRIE
■ TREUZY-LEVELAY
■ VILLENEUVE-SUR-BELLOT
■ VOULX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rénovation des luminaires extérieurs fonctionnels (assiette éligible)	2 975 853,35	98,10%
Autres dépenses non éligible	57 669,65	1,90%
Total	3 033 523,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	894 085,45	29,50%
Fonds propres	2 136 437,90	70,50%
Total	3 030 523,35	100,00%

DOSSIER N° EX093930 - AAP Modernisation de l'éclairage public et réduction de la pollution lumineuse (travaux) – communauté de d'agglomération de Val Parisis (95)

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

Délibération Cadre : CP2023-171 du 05/07/2023

Imputation budgétaire : 907-758-2041512-175003-1700

Action : 17500301- Energies renouvelables et performance énergétique du patrimoine public

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	2 684 350,55 € HT	13,56 %	363 929,00 €
	Montant total de la subvention		363 929,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAVP COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION VAL PARISIS
Adresse administrative : 271 CHAUSSEE JULES CESAR 95250 BEAUCHAMP
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Yannick BOËDEC, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : remplacement de 2 731 luminaires d'éclairage public par des technologies réduisant les consommations et la pollution lumineuse.

Dates prévisionnelles : 1 avril 2025 - 1 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer le projet de modernisation de l'éclairage public afin de limiter les consommations énergétiques, réduire les dépenses communales dans le contexte de hausse des prix de l'énergie et améliorer la qualité de la nuit.

Description :

La communauté d'agglomération de Val Parisis, dans 5 de ses communes de moins de 20 000 habitants (Beauchamp, Le Frette-sur-seine, Plessis-Bouchard, Pierrelaye, Saint-Leu-la-Forêt), souhaite moderniser son parc d'installation d'éclairage public pour limiter les consommations énergétiques, réduire les dépenses intercommunales et agir en faveur de la faune nocturne.

L'opération consiste à remplacer 2731 luminaires vétustes sur les 7 598 luminaires fonctionnels que compte ses 5 communes de l'intercommunalité par des luminaires LED. A l'issue de cette opération le parc sera entièrement rénové en LED.

Les luminaires installés devront répondre, a minima, aux caractéristiques imposées par l'arrêté du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses, et la température de couleur ne devra pas excéder 2700 Kelvin.

L'opération devrait conduire, à terme, à une économie d'énergie annuelle d'un facteur 3 minimum pour la

communauté d'agglomération et à une réduction de la pollution lumineuse au bénéfice de la faune nocturne en participant à la constitution de la trame noire. Les communes prévoient l'abaissement de la puissance de l'éclairage public de 80 % de 0h à 5h et de 60 % de 22h à minuit afin de maximiser les économies d'énergie et de minimiser la pollution lumineuse.

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention "appel à projets réduction de l'impact de la pollution lumineuse et création de trame noire" adopté par délibération n° CP 2023-171 du 5 juillet 2023 avec une aide régionale pour les investissements jusqu'à 30 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA pour des travaux conduisant à une réduction de la consommation énergétique d'un facteur 3 ou supérieur et à l'abaissement de la puissance de l'éclairage public de 80 % au moins 5 heures par nuit, plafonnée à 150 000 € par commune. La communauté d'agglomération de Val Parisis a bénéficié de deux subventions pour les tranches de travaux précédentes pour un montant total de 395 810,57 € dont 34 885,56 € pour la commune de Saint Leu, 31 406,38 € pour Pierrelaye, 81 847,37 € pour Beauchamp, 78 989,36 pour La Frette et 125 119,63 € pour Le Plessis-Bouchard. La base éligible retenue est de 2 684 350 €. Le projet prévoit, hors dépenses subventionnables, des travaux de génie civil, de mise en conformité et de démolition reconstruction de massifs.

Localisation géographique :

- LE PLESSIS-BOUCHARD
- BEAUCHAMP
- LA FRETTE-SUR-SEINE
- SAINT-LEU-LA-FORET
- PIERRELAYE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rénovation des luminaires extérieurs fonctionnels de Saint Leu (assiette éligible)	1 310 425,53	48,50%
Rénovation des luminaires extérieurs fonctionnels de Pierrelaye (assiette éligible)	882 002,52	32,65%
Rénovation des luminaires extérieurs fonctionnels de Beauchamp (assiette éligible)	285 028,50	10,55%
Rénovation des luminaires extérieurs fonctionnels de La Frette (assiette éligible)	167 468,31	6,20%
Rénovation des luminaires extérieurs fonctionnels de Le Plessis-Bouchard (assiette éligible)	39 425,69	1,46%
Autres dépenses (non éligibles)	17 341,00	0,64%
Total	2 701 691,55	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France pour Saint Leu	115 114,00	4,26%
Région Île-de-France pour Pierrelaye	118 594,00	4,39%
Région Île-de-France pour Beauchamp	68 153,00	2,52%
Région Île-de-France pour La Frette	50 240,00	1,86%
Région Île-de-France pour Le Plessis-Bouchard	11 828,00	0,44%
Fonds propres	1 500 238,17	55,53%
Fonds vert 2024	432 270,65	16,00%
Département du Val d'Oise	405 253,73	15,00%
Total	2 701 691,55	100,00%

DOSSIER N° EX094308 - AAP Modernisation de l'éclairage public et réduction de la pollution lumineuse (travaux) - commune de Bures-sur-Yvette (91)

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

Délibération Cadre : CP2023-171 du 05/07/2023

Imputation budgétaire : 907-758-2041412-175003-1700

Action : 17500301- Energies renouvelables et performance énergétique du patrimoine public

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	804 812,20 € HT	18,64 %	150 000,00 €
Montant total de la subvention			150 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BURES-SUR-YVETTE

Adresse administrative : 45 RUE CHARLES DE GAULLE
91440 BURES SUR YVETTE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Jean-François VIGIER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : remplacement de 1 461 luminaires d'éclairage public par des technologies réduisant les consommations et la pollution lumineuse et installation de systèmes de télégestion.

Dates prévisionnelles : 2 juin 2025 - 1 octobre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer le projet de modernisation de l'éclairage public afin de limiter les consommations énergétiques, réduire les dépenses communales dans le contexte de hausse des prix de l'énergie et améliorer la qualité de la nuit.

Description :

La commune de Bures-sur-Yvette (9 693 habitants) souhaite moderniser son parc d'installation d'éclairage public pour limiter les consommations énergétiques, réduire les dépenses communales et agir en faveur de la faune nocturne.

L'opération consiste à remplacer 1 461 luminaires vétustes sur les 1 461 luminaires fonctionnels que compte la commune par des luminaires LED. A la suite de cette opération l'ensemble du parc de luminaires de la commune aura été rénové.

Les luminaires installés devront répondre, a minima, aux caractéristiques imposées par l'arrêté du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses, et la température de couleur ne devra pas excéder 2700 Kelvin.

L'opération devrait conduire, à terme, à une économie d'énergie annuelle d'un facteur 3 minimum pour la commune et à une réduction de la pollution lumineuse au bénéfice de la faune nocturne en participant à la constitution de la trame noire. La commune prévoit l'extinction de l'éclairage public de 0h à 6h afin de maximiser les économies d'énergie et de minimiser la pollution lumineuse.

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention "appel à projets réduction de l'impact de la pollution lumineuse et création de trame noire" adopté par délibération n° CP 2024-091 du 28 mars 2024 avec une aide régionale pour les investissements jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA pour des travaux conduisant à une réduction de la consommation énergétique d'un facteur 3 ou supérieur et à l'extinction de l'éclairage public au moins 5 heures par nuit, plafonnée à 150 000 €. La commune sollicite une subvention au titre de ce dispositif pour le première fois. La base éligible retenue est de 804 812,20 €. Le projet prévoit, hors assiette éligible, des travaux de géoréférencement des réseaux ainsi que la rénovation d'éclairages sportifs et de mise en lumière de bâtiments.

Localisation géographique :

 BURES-SUR-YVETTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rénovation des luminaires extérieurs fonctionnels (assiette éligible)	804 812,20	81,61%
Autres dépenses (hors assiette éligible)	181 383,00	18,39%
Total	986 195,20	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	150 000,00	15,21%
Fonds propres	836 195,20	84,79%
Total	986 195,20	100,00%

DOSSIER N° EX096127 - AAP Modernisation de l'éclairage public et réduction de la pollution lumineuse (travaux) - commune de Presles (95)

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

Délibération Cadre : CP2023-171 du 05/07/2023

Imputation budgétaire : 907-758-2041412-175003-1700

Action : 17500301- Energies renouvelables et performance énergétique du patrimoine public

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	412 800,00 € HT	36,34 %	150 000,00 €
	Montant total de la subvention		150 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PRESLES
Adresse administrative : 78 RUE PIERRE BROSOLETT
95590 PRESLES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Céline CAUDRON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : remplacement de 578 luminaires d'éclairage public par des technologies réduisant les consommations et la pollution lumineuse et installation d'un système de télégestion.

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2025 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer le projet de modernisation de l'éclairage public afin de limiter les consommations énergétiques, réduire les dépenses communales dans le contexte de hausse des prix de l'énergie et améliorer la qualité de la nuit.

Description :

La commune de Presles (4 078 habitants) souhaite moderniser son parc d'installation d'éclairage public pour limiter les consommations énergétiques, réduire les dépenses communales et agir en faveur de la faune nocturne.

L'opération consiste à remplacer 578 luminaires vétustes sur les 610 luminaires fonctionnels que compte la commune par des luminaires LED. A la suite de cette opération l'ensemble du parc de luminaires de la commune aura été rénové en LED.

Les luminaires installés devront répondre, a minima, aux caractéristiques imposées par l'arrêté du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses, et la température de couleur ne devra pas excéder 2700 Kelvin.

L'opération devrait conduire, à terme, à une économie d'énergie annuelle d'un facteur 3 minimum pour la commune et à une réduction de la pollution lumineuse au bénéfice de la faune nocturne en participant à la constitution de la trame noire. La commune prévoit l'extinction de l'éclairage public de 23h30 à 5h30 afin de maximiser les économies d'énergie et de minimiser la pollution lumineuse

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention "appel à projets réduction de l'impact de la pollution lumineuse et création de trame noire" adopté par délibération n° CP 2024-091 du 28 mars 2024 avec une aide régionale pour les investissements jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA pour des travaux conduisant à une réduction de la consommation énergétique d'un facteur 3 ou supérieur et à l'extinction de l'éclairage public au moins 5 heures par nuit, plafonnée à 150 000 €. La commune sollicite une subvention au titre de ce dispositif pour la première fois. La base éligible retenue est de 412 800 €.

Localisation géographique :

 PRESLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rénovation des luminaires extérieurs fonctionnels (assiette éligible)	412 800,00	100,00%
Total	412 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	150 000,00	36,34%
Fonds propres	128 038,66	31,02%
Fonds vert	61 920,00	15,00%
Syndicat départemental des énergies du Val d'Oise	18 958,34	4,59%
Autres ressources sollicitées (à préciser)	53 883,00	13,05%
Total	412 800,00	100,00%

DOSSIER N° EX093978 - AAP Modernisation de l'éclairage public et réduction de la pollution lumineuse (travaux) - commune de Mormant (77)

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

Délibération Cadre : CP2023-171 du 05/07/2023

Imputation budgétaire : 907-758-2041412-175003-1700

Action : 17500301- Energies renouvelables et performance énergétique du patrimoine public

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	214 103,60 € HT	50,00 %	107 051,80 €
Montant total de la subvention			107 051,80 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MORMANT
Adresse administrative : PLACE DU GENERAL DE GAULLE
77720 MORMANT
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Pierre-Yves NICOT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : remplacement de 301 luminaires d'éclairage public par des technologies réduisant les consommations et la pollution lumineuse.

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2025 - 27 février 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer le projet de modernisation de l'éclairage public afin de limiter les consommations énergétiques, réduire les dépenses communales dans le contexte de hausse des prix de l'énergie et améliorer la qualité de la nuit.

Description :

La commune de Mormant (5 222 habitants) souhaite moderniser son parc d'installation d'éclairage public pour limiter les consommations énergétiques, réduire les dépenses communales et agir en faveur de la faune nocturne.

L'opération consiste à remplacer 301 luminaires vétustes sur les 919 luminaires fonctionnels que compte la commune par des luminaires LED au sein des zones suivantes :

- rues Marchais Cannet, Rosa Bonheur, Simone Veil, Hector Berlioz, Camille Saint Saens, Jean Jaurès, Claude Debussy, André Brunnet, des Guigneveaux, des Pyrénées, du Jura, du bout d'en bas, des Marais, des Chardonnerets, Chertemps, Blaise Pascal, des Frères Lumières, des Sansons, de Bonbon, de la Barre, du Buat, du Closier, de l'Eglise, du Lavoir, du Pont, de Tribouleau, la Ferme ;
- parc du Moulin ;
- cours des bleuets, Coquelicot, des lilas, Primevères, des écoles, des Tisserants ;

- impasse des noyers, des Oisons ;
- place du 19 mars ;
- maison médicale ;
- square Cheval blanc ;
- ruelle Crusole.

Les luminaires installés devront répondre, a minima, aux caractéristiques imposées par l'arrêté du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses, et la température de couleur ne devra pas excéder 2700 Kelvin.

L'opération devrait conduire, à terme, à une économie d'énergie annuelle d'un facteur 3 minimum pour la commune et à une réduction de la pollution lumineuse au bénéfice de la faune nocturne en participant à la constitution de la trame noire. La commune prévoit l'extinction de l'éclairage public de 0h à 5h afin de maximiser les économies d'énergie et de minimiser la pollution lumineuse.

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention "appel à projets réduction de l'impact de la pollution lumineuse et création de trame noire" adopté par délibération n° CP 2024-091 du 28 mars 2024 avec une aide régionale pour les investissements jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA pour des travaux conduisant à une réduction de la consommation énergétique d'un facteur 3 ou supérieur et à l'extinction de l'éclairage public au moins 5 heures par nuit, plafonnée à 150 000 €. La commune de Mormant a bénéficié d'une subvention pour les tranches de travaux précédentes pour un montant de 28 390,75 € votée en juin 2023. La base éligible retenue est de 214 103,60 €.

Localisation géographique :

 MORMANT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rénovation des luminaires extérieurs fonctionnels (assiette éligible)	214 103,60	100,00%
Total	214 103,60	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	107 051,80	50,00%
Fonds propres	107 051,80	50,00%
Total	214 103,60	100,00%

DOSSIER N° EX093606 - AAP Modernisation de l'éclairage public et réduction de la pollution lumineuse (travaux) - commune de Servon (77)

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

Délibération Cadre : CP2023-171 du 05/07/2023

Imputation budgétaire : 907-758-2041412-175003-1700

Action : 17500301- Energies renouvelables et performance énergétique du patrimoine public

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	146 783,00 € HT	30,00 %	44 034,90 €
Montant total de la subvention			44 034,90 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SERVON
Adresse administrative : 15 RUE DE LA POSTE
77170 SERVON
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Marcel VILLACA, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : remplacement de 198 luminaires d'éclairage public par des technologies réduisant les consommations et la pollution lumineuse.

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2025 - 15 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer le projet de modernisation de l'éclairage public afin de limiter les consommations énergétiques, réduire les dépenses communales dans le contexte de hausse des prix de l'énergie et améliorer la qualité de la nuit.

Description :

La commune de Servon (3 483 habitants) souhaite moderniser son parc d'installation d'éclairage public pour limiter les consommations énergétiques, réduire les dépenses communales et agir en faveur de la faune nocturne.

L'opération consiste à remplacer 198 luminaires vétustes sur les 818 luminaires fonctionnels que compte la commune par des luminaires LED au sein des zones suivantes :

- rues de la Marne, Florian, Sainte Cécile, de l'Ecole, de la Poste, de Verdun, Sainte Colombe, du Point du Jour, Berthemont, Saint Louis, de la Butte aux Bergers ;
- impasse de la Marne ;
- allée Comte de Lyonne ;
- avenue Pierre Guérin.

Les luminaires installés devront répondre, a minima, aux caractéristiques imposées par l'arrêté du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses, et la température de couleur ne devra pas excéder 2700 Kelvin.

L'opération devrait conduire, à terme, à une économie d'énergie annuelle d'un facteur 3 minimum pour la commune et à une réduction de la pollution lumineuse au bénéfice de la faune nocturne en participant à la constitution de la trame noire. La commune prévoit l'abaissement de la puissance de l'éclairage public de 80 % de 22h à 5h afin de maximiser les économies d'énergie et de minimiser la pollution lumineuse.

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention "appel à projets réduction de l'impact de la pollution lumineuse et création de trame noire" adopté par délibération n° CP 2024-091 du 28 mars 2024 avec une aide régionale pour les investissements jusqu'à 30 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA pour des travaux conduisant à une réduction de la consommation énergétique d'un facteur 3 ou supérieur et à l'abaissement de la puissance de l'éclairage public de 80 % au moins 5 heures par nuit, plafonnée à 150 000 €. La commune de Servon a bénéficié d'une subvention pour les tranches de travaux précédentes pour un montant total de 35 940,49 € votée en mars 2024. La base éligible retenue est de 146 783 €. Le projet prévoit, hors assiette subventionnable, la rénovation de trois armoires.

Localisation géographique :



Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rénovation des luminaires extérieurs fonctionnels (assiette éligible)	146 783,00	89,35%
Autres dépenses (non éligibles)	17 488,80	10,65%
Total	164 271,80	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	44 034,90	26,81%
Fonds propres	120 236,90	73,19%
Total	164 271,80	100,00%

DOSSIER N° EX093594 - AAP Modernisation de l'éclairage public et réduction de la pollution lumineuse (travaux) - commune de Milon-la-Chapelle (78)

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

Délibération Cadre : CP2023-171 du 05/07/2023

Imputation budgétaire : 907-758-2041412-175003-1700

Action : 17500301- Energies renouvelables et performance énergétique du patrimoine public

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	34 020,43 € HT	50,00 %	17 010,21 €
Montant total de la subvention			17 010,21 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MILON LA CHAPELLE
Adresse administrative : 2 ROUTE DE ROMAINVILLE
78470 MILON-LA-CHAPELLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Pascal HAMON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : remplacement de 49 luminaires d'éclairage public par des technologies réduisant les consommations et la pollution lumineuse et installation d'un système de télégestion.

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2025 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Milon-la-Chapelle (298 habitants) souhaite moderniser son parc d'installation d'éclairage public pour limiter les consommations énergétiques, réduire les dépenses communales et agir en faveur de la faune nocturne.

L'opération consiste à remplacer l'ensemble des 49 luminaires vétustes que compte la commune par des luminaires LED. A la suite de cette opération l'ensemble du parc de luminaires de la commune aura été rénové en LED.

Les luminaires installés devront répondre, a minima, aux caractéristiques imposées par l'arrêté du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses, et la température de couleur ne devra pas excéder 2700 Kelvin.

L'opération devrait conduire, à terme, à une économie d'énergie annuelle d'un facteur 3 minimum pour la commune et à une réduction de la pollution lumineuse au bénéfice de la faune nocturne en participant à la constitution de la trame noire. La commune prévoit l'extinction de l'éclairage public de 22h à 6h afin de

maximiser les économies d'énergie et de minimiser la pollution lumineuse

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention "appel à projets réduction de l'impact de la pollution lumineuse et création de trame noire" adopté par délibération n° CP 2024-091 du 28 mars 2024 avec une aide régionale pour les investissements jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA pour des travaux conduisant à une réduction de la consommation énergétique d'un facteur 3 ou supérieur et à l'extinction de l'éclairage public au moins 5 heures par nuit, plafonnée à 150 000 €. La commune sollicite une subvention au titre de ce dispositif pour la première fois. La base éligible retenue est de 34 020,43 €.

Localisation géographique :

 MILON-LA-CHAPELLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rénovation des luminaires extérieurs fonctionnels (assiette éligible)	34 020,43	100,00%
Total	34 020,43	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	17 010,21	50,00%
Fonds propres	17 010,22	50,00%
Total	34 020,43	100,00%

DOSSIER N° EX093603 - AAP Modernisation de l'éclairage public et réduction de la pollution lumineuse (travaux) - commune de Condé-Sainte-Libiaire (77)

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

Délibération Cadre : CP2023-171 du 05/07/2023

Imputation budgétaire : 907-758-2041412-175003-1700

Action : 17500301- Energies renouvelables et performance énergétique du patrimoine public

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	35 575,20 € HT	30,00 %	10 672,56 €
Montant total de la subvention			10 672,56 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CONDE SAINTE LIBIAIRE
Adresse administrative : RUE DE LA MAIRIE
77450 CONDE SAINTE LIBIAIRE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Fabrice MARCILLY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : remplacement de 44 luminaires d'éclairage public par des technologies réduisant les consommations et la pollution lumineuse.

Dates prévisionnelles : 1 novembre 2025 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Condé-Sainte-Libiaire (1 515 habitants) souhaite moderniser son parc d'installation d'éclairage public pour limiter les consommations énergétiques, réduire les dépenses communales et agir en faveur de la faune nocturne.

L'opération consiste à remplacer 44 luminaires vétustes sur les 254 luminaires fonctionnels que compte la commune par des luminaires LED. A la suite de cette opération l'ensemble du parc de luminaires de la commune aura été rénové.

Les luminaires installés devront répondre, a minima, aux caractéristiques imposées par l'arrêté du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses, et la température de couleur ne devra pas excéder 2700 Kelvin.

L'opération devrait conduire, à terme, à une économie d'énergie annuelle d'un facteur 3 minimum pour la commune et à une réduction de la pollution lumineuse au bénéfice de la faune nocturne en participant à la constitution de la trame noire. La commune prévoit l'abaissement de la puissance de l'éclairage public de

90 % de 0h à 5h et de 50 % de 22h à minuit et à partir de 5h jusqu'à l'extinction afin de maximiser les économies d'énergie et de minimiser la pollution lumineuse.

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention "appel à projets réduction de l'impact de la pollution lumineuse et création de trame noire" adopté par délibération n° CP 2024-091 du 28 mars 2024 avec une aide régionale pour les investissements jusqu'à 30 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA pour des travaux conduisant à une réduction de la consommation énergétique d'un facteur 3 ou supérieur et à l'abaissement de la puissance de l'éclairage public de 80 % au moins 5 heures par nuit, plafonnée à 150 000 €. La commune sollicite une subvention au titre de ce dispositif pour la première fois mais elle a bénéficié de 18 016,43 pour les tranches de travaux précédentes dans le cadre d'opérations portées par le Syndicat des énergies de Seine-et-Marne. La base éligible retenue est de 35 575,20 €.

Localisation géographique :

 CONDE-SAINT-LIBAIRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rénovation des luminaires extérieurs fonctionnels (assiette éligible)	35 575,20	100,00%
Total	35 575,20	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	10 672,56	30,00%
Fonds propres	24 902,64	70,00%
Total	35 575,20	100,00%

DOSSIER N° EX095849 - Appel à projet Rénovation énergétique des bâtiments publics (travaux) - commune de Bazainville (78)

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

Délibération Cadre : CP2023-171 du 05/07/2023

Imputation budgétaire : 907-758-2041412-175003-1700

Action : 17500301- Energies renouvelables et performance énergétique du patrimoine public

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	837 910,00 € HT	40,00 %	335 164,00 €
Montant total de la subvention			335 164,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BAZAINVILLE
Adresse administrative : 25 GRAND'RUE
78550 BAZAINVILLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Daniel FEREDIE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénovation énergétique de l'école élémentaire de la commune.

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2025 - 1 septembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Calendrier contraint afin de finir les travaux pour la rentrée scolaire 2026.

Description :

La commune de Bazainville (1 495 habitants) souhaite réaliser une rénovation énergétique globale de l'école élémentaire des Grès.

Pour l'école élémentaire des Grès, les travaux devraient conduire à une diminution de la consommation énergétique de 40 % en énergie primaire et de 61 % en énergie finale grâce :

- à l'isolation des murs par l'extérieur ;
- à l'isolation des plafonds et des planchers ;
- au remplacement des menuiseries ;
- à l'installation d'une pompe à chaleur air/eau ;
- à l'installation d'un système de ventilation double flux ;
- au remplacement des luminaires par des LED.

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention, adopté par délibération n° CP 2023-171 du 5 juillet 2023, la subvention peut atteindre 50 % des dépenses éligibles, et est plafonnée à 450 000 €.

La subvention est plafonnée pour respecter la législation nationale sur la participation minimale de 30 % du maître d'ouvrage.

L'assiette éligible est de 837 910,00 €. Le projet prévoit, hors assiette éligible, le financement d'une maîtrise d'œuvre et le changement des revêtements muraux.

Localisation géographique :

 BAZAINVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Isolation des murs (assiette éligible)	217 505,00	21,04%
Isolation des toitures (assiette éligible)	113 820,00	11,01%
Menuiseries extérieures (assiette éligible)	423 875,00	41,00%
Ventilation (assiette éligible)	31 640,00	3,06%
Chauffage et ECS (assiette éligible)	33 260,00	3,22%
Eclairage LED (assiette éligible)	17 810,00	1,72%
Autres dépenses (assiette non éligible)	195 809,70	18,94%
Total	1 033 719,70	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	335 164,00	32,42%
Fonds vert	74 534,59	7,21%
Fonds propres	624 021,11	60,37%
Total	1 033 719,70	100,00%

DOSSIER N° EX094253 - Appel à projet Rénovation énergétique des bâtiments publics (travaux) - commune de Crespières (78)

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

Délibération Cadre : CP2023-171 du 05/07/2023

Imputation budgétaire : 907-758-2041412-175003-1700

Action : 17500301- Energies renouvelables et performance énergétique du patrimoine public

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	144 560,00 € HT	40,00 %	57 824,00 €
Montant total de la subvention			57 824,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CRESPIERES

Adresse administrative : PLACE DE L EGLISE
78121 CRESPIERES

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Adriano BALLARIN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénovation énergétique de l'école primaire

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2026 - 31 juillet 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Crespières (1 700 habitants) souhaite réaliser une rénovation énergétique globale de l'école primaire.

Les travaux devraient conduire à une diminution de la consommation énergétique de 30,1% en énergie primaire et de 70,8 % en énergie finale pour le bâtiment grâce :

- à l'isolation des murs par l'extérieur ;
- au remplacement des menuiseries extérieures ;
- à l'installation d'une pompe à chaleur hybride ;
- au calorifugeage des réseaux ;
- au remplacement de l'éclairage par des LEDs ;
- à la mise en place d'un système de gestion de l'énergie.

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention « appel à projet rénovation énergétique des bâtiments publics » adopté par délibération n° CP 2023-171 du 5 juillet 2023 avec une aide régionale pour les

investissements jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 450 000 €. L'assiette éligible est de 144 560 €. L'opération prévoit, hors assiette subventionnable, la réfection de la toiture, du système d'évacuation des eaux de pluie et de l'installation électrique.

Localisation géographique :

🏠 CRESPIERES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Isolation par l'extérieur (assiette éligible)	96 000,00	46,93%
Menuiserie extérieures (assiette éligible)	17 600,00	8,60%
Pompe à chaleur hybride gestion du chauffage (assiette éligible)	20 960,00	10,25%
Eclairage LED (assiette éligible)	10 000,00	4,89%
Autres dépenses (hors assiette éligible)	60 000,00	29,33%
Total	204 560,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	57 824,00	28,27%
Fonds propres	69 824,00	34,13%
Dotation d'équipements des territoires ruraux	38 456,00	18,80%
Dotation de soutien à l'investissement local	38 456,00	18,80%
Total	204 560,00	100,00%

DOSSIER N° EX095851 - Appel à projet Rénovation énergétique des bâtiments publics (travaux) - commune de La Forêt-le-Roi (91)

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

Délibération Cadre : CP2023-171 du 05/07/2023

Imputation budgétaire : 907-758-2041412-175003-1700

Action : 17500301- Energies renouvelables et performance énergétique du patrimoine public

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	201 109,00 € HT	25,75 %	51 777,00 €
Montant total de la subvention			51 777,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LA FORET LE ROI
Adresse administrative : 2 ROUTE D'ETAMPES
91410 LA FORET LE ROI
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Marie-Ange GANGNEBIEN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénovation énergétique de l'école maternelle de la commune.

Dates prévisionnelles : 1 août 2025 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer les travaux afin de réduire les consommations énergétiques et finaliser la majorité des travaux avant la rentrée de septembre 2025.

Description :

La commune de la Forêt-le-Roi (502 habitants) souhaite réaliser une rénovation énergétique globale de l'école maternelle.

Les travaux devraient conduire à une diminution de la consommation énergétique de 51 % en énergie primaire et de 55% en énergie finale grâce :

- à l'isolation thermique par l'extérieur du bâtiment ;
- au passage en LED de l'intégralité de l'éclairage de l'école ;
- à l'installation d'une VMC double flux avec récupération de calories ;
- au remplacement de plusieurs velux par des doubles vitrages performants et ajout d'occultants extérieurs.

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention, adopté par délibération n° CP 2023-171 du 5 juillet 2023, la subvention peut atteindre 50 % des dépenses éligibles, et est plafonnée à 450 000 €.

La subvention est plafonnée pour respecter la législation nationale sur la participation minimale de 30 % du maître d'ouvrage.

L'assiette éligible est de 201 109 €.

Localisation géographique :

■ LA FORET-LE-ROI

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Isolation murs (assiette éligible)	152 562,00	75,86%
Eclairage LED (assiette éligible)	4 116,00	2,05%
Ventilation (assiette éligible)	39 941,00	19,86%
Menuiseries extérieures (assiette éligible)	4 490,00	2,23%
Total	201 109,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	51 777,00	25,75%
Fonds propres	60 332,00	30,00%
Dotation d'équipements des territoires ruraux	89 000,00	44,25%
Total	201 109,00	100,00%

DOSSIER N° EX094293 - Appel à projets Rénovation énergétique des bâtiments publics (travaux) - commune de Notre-Dame-De-La-Mer (78)

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

Délibération Cadre : CP2023-171 du 05/07/2023

Imputation budgétaire : 907-758-2041412-175003-1700

Action : 17500301- Energies renouvelables et performance énergétique du patrimoine public

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	141 169,84 € HT	33,68 %	47 539,57 €
Montant total de la subvention			47 539,57 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE NOTRE DAME DE LA MER

Adresse administrative : 1 PLACE DE LA MAIRIE
78270 NOTRE DAME DE LA MER

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Jean-Luc MAILLOC, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénovation énergétique des bâtiments communaux (mairie, garderie, salle des fêtes).

Dates prévisionnelles : 25 septembre 2025 - 31 août 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune Notre-Dame-De-La-Mer (720 habitants) souhaite réaliser une rénovation énergétique de la mairie, la garderie et la salle des fêtes de façon à diminuer la consommation énergétique primaire des bâtiments communaux de 48 % et en énergie finale de 50% et à améliorer leur confort thermique.

Sur la partie « Mairie » du bâtiment, les travaux porteront sur :

- le remplacement des menuiseries ;
- l'isolation des murs par l'intérieur.

Sur la partie « garderie » du bâtiment, les travaux porteront sur :

- le remplacement des menuiseries ;
- l'isolation des murs par l'intérieur ;
- l'abaissement de plafond.

Sur la partie « salle des fêtes » du bâtiment, les travaux porteront sur :

- à l'isolation des murs par l'extérieur ;
- la création d'un faux-plafond isolé ;

- le remplacement de l'éclairage en LED.

Détail du calcul de la subvention :

Au vu du règlement d'intervention en vigueur, adopté par la délibération n° CP 2023-171 du 5 juillet 2023, la subvention peut atteindre 50 % des dépenses éligibles, et est plafonnée à 450 000 €.

La subvention est plafonnée pour respecter la législation nationale sur la participation minimale de 30 % du maître d'ouvrage.

L'assiette éligible est de 141 169,84 €. Le projet prévoit, hors assiette éligible, des travaux d'enduit et de peinture, des travaux de traitement (fibre optique, eaux usées, électricité) et la repose des éclairages de sécurité.

Localisation géographique :

 NOTRE-DAME-DE-LA-MER

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Isolation murs (assiette éligible)	69 140,00	43,63%
Isolation toiture (assiette éligible)	26 167,50	16,51%
Menuiseries extérieures (assiette éligible)	36 552,74	23,07%
Eclairage LED (assiette éligible)	9 309,60	5,87%
Autres dépenses (assiette non éligible)	17 295,40	10,91%
Total	158 465,24	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	47 539,57	30,00%
Dotation de soutien à l'investissement local	63 386,10	40,00%
Fonds propres	47 539,57	30,00%
Total	158 465,24	100,00%

DOSSIER N° EX095587 - Appel à projet Rénovation énergétique des bâtiments publics (travaux) - commune d'Orgerus (78)

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

Délibération Cadre : CP2023-171 du 05/07/2023

Imputation budgétaire : 907-758-2041412-175003-1700

Action : 17500301- Energies renouvelables et performance énergétique du patrimoine public

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	246 122,46 € HT	14,97 %	36 839,90 €
Montant total de la subvention			36 839,90 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ORGERUS

Adresse administrative : PLACE DES HALLES
78910 ORGERUS

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Jean-Michel VERPLAETSE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénovation de l'école primaire de la commune.

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2026 - 1 septembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune d'Orgerus (2 576 habitants) souhaite réaliser une rénovation énergétique globale de son école primaire.

Les travaux devraient conduire à une diminution de la consommation énergétique de 70 % sur l'énergie primaire et 70 % sur l'énergie finale pour l'école primaire grâce :

- à l'isolation des murs par l'extérieur ;
- à l'isolation de la toiture ;
- à l'installation d'une pompe à chaleur air/eau ;
- à l'installation d'un système de ventilation double flux ;
- au remplacement des luminaires par des LED.

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention, adopté par délibération n° CP 2023-171 du 5 juillet 2023, la subvention peut atteindre 50 % des dépenses éligibles, et est plafonnée à 450 000 €.

La subvention est plafonnée pour respecter la législation nationale sur la participation minimale de 30 % du maître d'ouvrage.

L'assiette éligible est de 246 122,46 €. Le projet prévoit, hors assiette éligible, la pose de panneaux photovoltaïques et le financement d'une maîtrise d'œuvre.

Localisation géographique :

 ORGERUS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Isolation des murs (assiette éligible)	110 909,09	36,74%
Isolation des toitures (assiette éligible)	83 181,82	27,56%
Ventilation (assiette éligible)	31 031,55	10,28%
Chauffage et ECS (assiette éligible)	15 000,00	4,97%
Eclairage LED (assiette éligible)	6 000,00	1,99%
Autres dépenses (assiette non éligible)	55 718,82	18,46%
Total	301 841,28	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	36 839,90	12,21%
Fonds vert	90 552,00	30,00%
DETR et DSIL	83 897,00	27,80%
Fonds propres	90 552,38	30,00%
Total	301 841,28	100,00%

DOSSIER N° EX094487 - Appel à projets Rénovation énergétique des bâtiments publics (travaux) - commune de Saint Clair sur Epte (95)

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

Délibération Cadre : CP2023-171 du 05/07/2023

Imputation budgétaire : 907-758-2041412-175003-1700

Action : 17500301- Energies renouvelables et performance énergétique du patrimoine public

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	141 290,19 € HT	20,00 %	28 258,03 €
Montant total de la subvention			28 258,03 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT CLAIR SUR EPTE

Adresse administrative : 5 PLACE ROLLON
95770 SAINT CLAIR SUR EPTE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Christophe DEPONT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Rénovation thermique de la salle des fêtes de l'Ermitage.

Dates prévisionnelles : 15 octobre 2025 - 15 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Saint Clair sur Epte (988 habitants) souhaite réaliser une rénovation énergétique de la salle des fêtes pour réaliser des économies d'énergies, réduire l'impact environnemental de son patrimoine et améliorer le confort des usagers du bâtiments.

Les travaux devraient conduire à une diminution de la consommation énergétique de 33 % en énergie primaire et 40% en énergie finale grâce :

- à l'isolation des planchers ;
- au remplacement des menuiseries extérieures ;
- à l'installation d'un système de ventilation adapté.

Détail du calcul de la subvention :

Au vu du règlement d'intervention en vigueur, adopté par la délibération n° CP 2023-171 du 5 juillet 2023, la subvention peut atteindre 50 % des dépenses éligibles, et est plafonnée à 450 000 €.

La subvention est plafonnée pour respecter la législation nationale sur la participation minimale de 30 % du maître d'ouvrage.

L'assiette éligible est de 141 290,19 €.

Localisation géographique :

 SAINT-CLAIR-SUR-EPTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Menuiseries extérieures (assiette éligible)	80 458,14	56,95%
Isolation plancher bas (assiette éligible)	59 032,05	41,78%
Ventilation (assiette éligible)	1 800,00	1,27%
Total	141 290,19	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	28 258,03	20,00%
Fonds Vert	35 322,54	25,00%
Département du Val d'Oise	21 193,53	15,00%
Fonds propres	56 516,09	40,00%
Total	141 290,19	100,00%

DOSSIER N° EX094017 - AAP Rénovation énergétique des équipements sportifs (travaux) - commune de Villeneuve-la-Garenne (92)

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

Délibération Cadre : CP2023-171 du 05/07/2023

Imputation budgétaire : 907-758-2041412-175003-1700

Action : 17500301- Energies renouvelables et performance énergétique du patrimoine public

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	1 572 282,00 € HT	15,90 %	250 000,00 €
	Montant total de la subvention		250 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLENEUVE-LA-GARENNE
Adresse administrative : 28 AV DE VERDUN
92390 VILLENEUVE LA GARENNE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Pascal PELAIN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénovation énergétique du gymnase Philippe Cattiau.

Dates prévisionnelles : 1 juin 2025 - 31 octobre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer les travaux afin de réduire les consommations énergétiques et les dépenses communales dans un contexte de hausse des prix.

Description :

La commune de Villeneuve-la-Garenne (25 000 habitants) souhaite réaliser une rénovation énergétique globale du gymnase Philippe Cattiau.

Les travaux devraient conduire à une diminution de la consommation énergétique de 36 % en énergie primaire et de 54 % en énergie finale grâce :

- à l'isolation des toitures ;
- à l'isolation des murs par l'extérieur ;
- au remplacement des menuiseries extérieures ;
- au remplacement des système d'éclairage.

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention « appel à projet rénovation énergétique des équipements sportifs » adopté par délibération n° CP 2024-091 du 28 mars 2024 avec une aide régionale pour les investissements jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 450 000 €. La subvention est plafonnée pour respecter la législation nationale sur la participation minimale du maître d'ouvrage. L'assiette éligible est de 1 572 282 €. Le projet prévoit, hors dépenses éligibles, des études, des travaux de remplacement des chaudières, de serrurerie, d'aménagement et de finitions intérieures ainsi que des aléas.

Localisation géographique :

 VILLENEUVE-LA-GARENNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Isolation des murs (assiette éligible)	478 725,00	12,66%
Menuiseries extérieures (assiette éligible)	438 910,00	11,61%
Isolation de toiture (assiette éligible)	654 647,00	17,32%
Autres dépenses (non éligibles)	2 207 718,00	58,41%
Total	3 780 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	250 000,00	6,61%
Fonds propres	2 608 880,00	69,02%
Fonds vert	921 120,00	24,37%
Total	3 780 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX092053 - AAP Rénovation énergétique des équipements sportifs (travaux) - commune de La Celle-Saint-Cloud (78)

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

Délibération Cadre : CP2023-171 du 05/07/2023

Imputation budgétaire : 907-758-2041412-175003-1700

Action : 17500301- Energies renouvelables et performance énergétique du patrimoine public

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	830 000,00 € HT	22,89 %	190 000,00 €
Montant total de la subvention			190 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LA CELLE-SAINT-CLOUD
Adresse administrative : 8E AVENUE CHARLES DE GAULLE
78170 LA CELLE SAINT CLOUD
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Olivier DELAPORTE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2025 - 30 novembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer les travaux afin de réduire les consommations énergétiques et les dépenses communales dans un ce contexte de hausse des prix.

Description :

La commune de La Celle-Saint-Cloud (20 861 habitants) souhaite réaliser une rénovation énergétique globale du gymnase Corneille.

Les travaux devraient conduire à une diminution de la consommation énergétique de 36 % en énergie primaire et 55 % en énergie finale grâce :

- à l'isolation des toitures ;
- à l'isolation des murs ;
- au remplacement des menuiseries extérieures ;
- à l'installation d'une pompe à chaleur air-eau
- à l'optimisation du système de ventilation ;
- à l'installation d'éclairage LED.

Le projet intègre également des travaux de modernisation visant à améliorer la pratique sportive qui font l'objet d'une instruction au titre de l'AAP équipements sportifs de proximité (dossier EX093240).

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention « appel à projet rénovation énergétique des équipements sportifs » adopté par délibération n° CP 2024-091 du 28 mars 2024 avec une aide régionale pour les investissements jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 450 000 €. La subvention est plafonnée pour respecter la législation nationale sur la participation minimale du maître d'ouvrage. L'assiette éligible est de 830 000 €. Le projet contient également hors assiette éligible, une prestation de maîtrise d'œuvre et d'études et des travaux de modernisation de l'équipement sportif.

Localisation géographique :

 LA CELLE-SAINT-CLOUD

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Isolation des murs (assiette éligible)	211 185,00	14,22%
Isolation de la toiture (assiette éligible)	112 683,00	7,59%
Isolation du plancher bas (assiette éligible)	16 879,00	1,14%
Menuiseries extérieures (assiette éligible)	84 350,00	5,68%
Ventilation (assiette éligible)	155 285,00	10,46%
Chauffage (assiette éligible)	226 918,00	15,28%
Eclairage LED (assiette éligible)	22 700,00	1,53%
Travaux de modernisation de l'équipement sportif (hors assiette éligible)	585 000,00	39,39%
Autres dépenses (hors assiette éligible)	70 000,00	4,71%
Total	1 485 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France pour la rénovation énergétique des équipements sportifs	190 000,00	12,79%
Région Île-de-France pour la modernisation des équipements sportifs	194 250,00	13,08%
Fonds propres	1 100 750,00	74,12%
Total	1 485 000,00	100,00%

Annexe 2 : Synthèse des affectations au titre du dispositif silencieux pour les avions écoles franciliens

Récapitulatif dossiers silencieux avions écoles franciliens CP 2025-236 du 25 septembre 2025

Bénéficiaire	N° Iris	Commune	Aérodrome	Aide Région (€)	Aide ADP (€)	Base subvention (€)	Immatriculation
AERO-CLUB Air France	EX096138	Toussus-Le-Noble	AEROPORT DE TOUSSUS LE NOBLE	5 975,76	2 561,04	8 536,80	F-GCNG
	EX096139	Toussus-Le-Noble	AEROPORT DE TOUSSUS LE NOBLE	5 975,76 €	2 561,04	8 536,80	F-GCNJ

Le nombre de stagiaire pour chacun des dossiers est de 1

Le nombre d'année d'amortissement pour chacun des dossiers est de 5

L'aide de la Région est de 70 % pour chacun des dossiers

Annexe 3 : Convention FPA-Bruitparif

**CONVENTION TRIPARTITE
REGION ÎLE-DE-FRANCE, BRUITPARIF ET
FONDATION POUR L'AUDITION**

ENTRE

La Région Île-de-France,
représentée par sa Présidente, **Madame Valérie PECRESSE**,
dont le siège social est situé au 2, rue Simone Veil - 93400 Saint-Ouen-sur-Seine

Ci-après dénommé « **Conseil régional d'Île-de-France** »

ET

FONDATION POUR L'AUDITION

Fondation Reconnue d'Utilité Publique par décret du 10 février 2015
Dont la dénomination sociale est Agir Pour l'Audition
Dont le siège social est situé au 13 rue Moreau 75012 Paris
Identifiée au répertoire SIRENE sous le numéro 823 250 410
Représentée par son directeur général, **Monsieur Denis Le SQUER**

Ci-après dénommée « **FPA** »

ET

Bruitparif, observatoire du bruit en Île-de-France, association loi 1901 identifiée au répertoire SIRENE sous le numéro 483 921 219 dont le siège social est situé Axe Pleyel 4 B104, 32 boulevard Ornano 93200 Saint-Denis, représentée par Monsieur Olivier Blond, en qualité de président.

Le Conseil régional, FPA et Bruitparif étant individuellement dénommées une « **Partie** » et collectivement les « **Parties** ».

PRÉAMBULE

La FPA, reconnue d'utilité publique en février 2015, intervient de manière transversale et globale sur toutes les dimensions du handicap auditif. Elle agit pour les enfants, les hommes et les femmes concernés par un trouble de l'audition ainsi que pour leur famille :

- Pour les aider à bien vivre au quotidien, dès la naissance et tout au long de la vie.
- Pour favoriser leur intégration dans la société en leur garantissant l'égalité des chances.
- Pour qu'ils bénéficient des meilleures solutions thérapeutiques.

Pour atteindre ces objectifs, la mission de la Fondation Pour l'Audition est triple :

- Soutenir la recherche et l'innovation afin de faire émerger des solutions.
- Mobiliser l'opinion à travers la prévention et la sensibilisation pour protéger le capital auditif de chacun.
- Accompagner les personnes sourdes-malentendantes et leur entourage à chaque étape de leur vie.

La FPA est à la fois opératrice et distributrice, capable ainsi de conduire ses propres programmes ou de financer ceux de partenaires qu'elle sélectionne.

Bruitparif, association à but non lucratif créée en 2004, contribue à l'amélioration de l'environnement sonore et à la lutte contre le bruit en Île-de-France.

Elle a 4 missions d'intérêt général :

- Observer l'environnement sonore en Île-de-France : À l'aide de son réseau de mesure du bruit, des cartographies qu'il élabore et des études qu'il produit, Bruitparif permet de disposer d'informations fiables et indépendantes sur les niveaux sonores en Île-de-France et les expositions au bruit des Franciliens.
- Développer et améliorer les connaissances : Bruitparif participe à des études scientifiques et à des projets de recherche appliquée afin de contribuer au développement des connaissances sur le bruit et sur ses effets sur la santé humaine, la biodiversité ou sur ses conséquences socioéconomiques.
- Accompagner la prise en compte du bruit dans les politiques publiques : Bruitparif accompagne les acteurs dans la définition, l'amélioration et l'évaluation des politiques publiques de prévention et de lutte en matière de nuisances sonores sur le territoire.
- Informer et sensibiliser : Bruitparif joue enfin un rôle d'information par la diffusion des données, des études et des informations sur l'environnement sonore en Île-de-France et la sensibilisation du grand public.

CECI ETANT EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article I : Objet

En septembre 2024, le conseil régional de l'Île-de-France a lancé un Plan de réduction des nuisances sonores. Ce plan comprend 23 mesures visant à diminuer les niveaux de bruit, notamment ceux causés par les transports, à améliorer la mesure de ces nuisances et à réduire leur impact sur la santé. Dans le cadre de ce Plan Anti-bruit, la Région Île-de-France s'est donnée comme objectif de lancer en partenariat avec Bruitparif et la Fondation Pour l'Audition une campagne de sensibilisation à destination des jeunes d'Île-de-France qui sont particulièrement exposés à des niveaux sonores élevés mettant en danger leur audition. Cette initiative se concrétisera par deux opérations :

- Une opération ciblant les lycées de l'Île-de-France ;
- Une opération axée sur les festivals franciliens.

Article II – Engagements des parties

Le Conseil régional d'Île-de-France intervient de la façon suivante :

- Soutenir et co-porter ces 2 opérations précitées,
- Faciliter l'intervention des acteurs de sensibilisation au sein
 - o des festivals soutenus par la Région Île-de-France ;
 - o des lycées franciliens à travers l'appui de la démarche des Lycées Eco-Responsables du pôle Lycées ;
- Participer
 - o au consortium d'acteurs mis en place : codétermination des enjeux, co-construction des projets, validation et stratégie collective de déploiement ;
 - o au comité de suivi permettant des temps de concertation, d'ajustements avec les partenaires ;
 - o à la validation des relevés de décisions ;
 - o à la production et diffusion des outils de communication liés à ces opérations.

La FPA est l'initiatrice du partenariat et intervient de la façon suivante :

- Soutenir et co-porter notamment financièrement le projet par la rémunération liée à la chefferie de projet ;
- Participer au consortium pluri acteurs mis en place : codétermination des enjeux, co-construction des projets, validation et stratégie collective de déploiement ;
- Mettre à disposition ses supports de sensibilisation et de prévention (dont l'application Hôra et le dispositif RelaxSon, dont le format sera à adapter en accord avec les autres parties) ;
- Valider les relevés de décisions ;
- Communiquer sur le dispositif.

Bruitparif est opérateur du projet et intervient de la façon suivante :

- Mettre en place, animer, et coordonner un consortium d'acteurs avec des enjeux :
 - o D'identification et de mobilisation des acteurs impliqués dans la sensibilisation/prévention chez les jeunes et les relais de déploiements (politiques territoriales, établissements, festivals) ;
 - o D'identification des outils existants et des formats les plus pertinents de mise à disposition de ces ressources à destination des jeunes ;
 - o De définition des indicateurs de suivi de la campagne de sensibilisation ;
 - o De priorisation et de coordination de la mise en œuvre opérationnelle des interventions auprès des lycéens, de formation de formateurs, d'actions en festivals et/ou lieux diffusant des sons amplifiés ;
 - o De montée en charge des dispositifs d'action, de valorisation et communication.
- Mettre à disposition ses supports de sensibilisation et de prévention ;

- Produire les relevés de décisions ;
- Effectuer un suivi de réalisation des actions (tableau de bord) et produire les indicateurs de suivi de la campagne de sensibilisation.

Article III : Durée et calendrier

La convention d'une durée de 24 mois porte sur les années civiles 2025 et 2026. Elle pourra être reconduite, pour tout ou partie, par avenant. Pendant la durée de la convention, les activités se mettront en place selon le calendrier prévisionnel établi par les Parties. La mise en place de réunions régulières permettra de suivre l'activité et d'amener la convention jusqu'à son terme.

Perspectives et calendrier prévisionnel :

Période	Phase	Justificatifs attendus et suivi par la FPA
T0 à T0+2 mois	Initiation du projet	Comptes-rendus des réunions et relevés de décisions
T0+3 mois à T0+11 mois	Réalisation de la campagne de sensibilisation de l'année 1	Etat d'avancement à justifier tous les 2 mois sous la forme de la transmission du tableau de bord de suivi des actions, mis à jour + Comptes-rendus des réunions (a minima 3 sur la durée) avec les partenaires du projet et les acteurs de sensibilisation participant à la campagne
T0+12 mois	Bilan campagne de sensibilisation de l'année 1	Bilan pour l'année 1 comportant : <ul style="list-style-type: none"> ■ Un rapport financier établi par Bruitparif à destination de la FPA, détaillant l'affectation du soutien reçu de la FPA, en distinguant l'ensemble des emplois et des ressources et, dans une colonne distincte, l'utilisation des fonds versés par FPA et imputés sur le projet (<i>extrait des écritures comptables à l'appui et factures</i>) ■ Un bilan d'activité établi par Bruitparif à destination de la FPA et de la Région IDF comportant notamment : <ul style="list-style-type: none"> ○ La description des actions menées ○ La présentation de l'équipe en charge du projet (organigramme, descriptif des fonctions) ○ Le rappel des objectifs et les moyens mis en œuvre dans le cadre du projet ○ Les résultats qualitatifs et quantitatifs avec les indicateurs de suivi qui auront été déterminés ■ Un rapport de communication établi conjointement par le Conseil régional d'Île-de-France, la FPA et Bruitparif et comprenant : <ul style="list-style-type: none"> ○ La communication faite autour du projet ○ La communication mentionnant le soutien de la FPA

T0+13 mois et T0+14 mois	Lancement de la campagne de sensibilisation de l'année 2 avec remobilisation des acteurs	Compte-rendu de la réunion avec relevé de décision de présentation du bilan de l'année 1 et de relance de l'opération pour l'année 2
T0+15 mois à T0+23 mois	Réalisation de la campagne de sensibilisation de l'année 2	Etat d'avancement à justifier tous les 2 mois sous la forme de la transmission du tableau de bord de suivi des actions, mis à jour + Comptes-rendus des réunions (a minima 3 sur la durée) avec les partenaires du projet et les acteurs de sensibilisation participant à la campagne
T0+24 mois	Bilan campagne de sensibilisation de l'année 2	<p>Bilan pour l'année 2 comportant :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Un rapport financier établi par Bruitparif à destination de la FPA, détaillant l'affectation du soutien reçu de la FPA, en distinguant l'ensemble des emplois et des ressources et, dans une colonne distincte, l'utilisation des fonds versés par FPA et imputés sur le projet (<i>extrait des écritures comptables à l'appui et factures</i>) ■ Un bilan d'activité établi par Bruitparif à destination de la FPA et de la Région IDF comportant notamment : <ul style="list-style-type: none"> ○ La description des actions menées ○ La présentation de l'équipe en charge du projet (organigramme, descriptif des fonctions) ○ Le rappel des objectifs et les moyens mis en œuvre dans le cadre du projet ○ Les résultats qualitatifs et quantitatifs avec les indicateurs de suivi qui auront été déterminés ■ Un rapport de communication établi conjointement par le Conseil régional d'Île-de-France, la FPA et Bruitparif et comprenant : <ul style="list-style-type: none"> ○ La communication faite autour du projet ○ La communication mentionnant le soutien de la FPA

Article IV : Montant et modalités de versement du soutien financier

Le soutien financier estimé accordé par la FPA à Bruitparif s'élève à **60 000 €** (soixante mille euros) pour la durée de la convention. Le soutien financier sera versé comme suit :

1. 30 000 € en 2025 (trente mille euros), soit 50 % du montant total à la signature de la convention d'origine,
2. Le solde, soit 30 000 € (trente mille euros) en 2026, en fonction du budget réalisé et de la production d'un bilan intermédiaire en début 2026.

Il est convenu que les appels de fonds auprès de FPA font l'objet d'échanges préalables au cours desquels la FPA pourra demander toutes les informations qu'elle juge nécessaires.

Les versements seront effectués par virement bancaire sur le compte de Bruitparif dont les coordonnées sont précisées sur les appels de fonds et sur présentation des justificatifs.

À l'arrivée du terme normal ou anticipé de la convention, Bruitparif devra établir un rapport d'activité et un rapport financier final faisant apparaître le détail de l'affectation de l'ensemble des fonds versés par FPA depuis son entrée en vigueur. Ce rapport fera apparaître le montant du soutien financier reçu mais non utilisé, le cas échéant. La fraction non consommée de son soutien pourra être restituée à FPA à sa demande.

Article V : Conditions du soutien financier

Bruitparif reconnaît expressément que le soutien de FPA est soumis aux conditions suivantes :

- La présentation préalable d'un budget emplois/ressources détaillé pour validation conjointe ;
- L'utilisation du financement aux seules fins mentionnées dans cette convention ;
- La mise en place d'une comitologie permettant le suivi et l'évaluation du projet ;
- La validation préalable par FPA si une délégation ou une sous-traitance s'avérait utile pour le bon déroulement du projet ;
- La sollicitation d'acteurs locaux et/ou nationaux afin que les résultats de ces travaux communs soient valorisés ;
- La production d'un état récapitulatif des dépenses effectuées au terme de la convention et d'un rapport final.

Bruitparif déclare également que sa gestion est désintéressée et que ses activités sont non lucratives en application des critères définis par la réglementation fiscale et toute instruction fiscale en vigueur. Bruitparif s'engage à mettre en œuvre le projet sans remettre en cause le caractère non lucratif de ses activités.

Le respect de l'intégralité de ces conditions est essentiel et déterminante de l'engagement financier de FPA. En cas de non-respect d'une ou plusieurs conditions, FPA pourra résilier de plein droit la présente convention.

Article VI : Engagements réciproques pour la communication entre les Parties

La communication en amont et en aval du projet étant essentielle à sa réussite, les engagements suivants sont pris.

Les Parties s'engagent à :

- apposer leur logo respectif dans le cadre du projet ainsi que les outils de communication (site internet, conférences, interviews, médias...) ;
- mentionner le soutien respectif pour toutes les publications qui découleraient de la présente convention ;
- favoriser la communication sur les résultats des travaux communs auprès des médias, des professionnels de santé et des associations en précisant le partenariat entre les Parties.

Article VII : Droit d'accès et de contrôle

Pour permettre à FPA de suivre le déroulement de son financement et du projet, Bruitparif s'engage :

- A tenir à la disposition de la Fondation plus spécifiquement :
 - o Un état d'avancement des activités au regard du calendrier initial, pour ce faire, des réunions régulières seront organisées à l'initiative de Bruitparif (cf. Article II) ;

- Un calendrier de réalisation des activités.
- A tenir à la disposition de FPA et pour les besoins de sa comptabilité tous justificatifs nécessaires concernant l'octroi du soutien financier.

Plus généralement, Bruitparif et FPA s'engagent à établir un dialogue visant à améliorer les actions communes et à assurer la transparence du partenariat.

Article VIII : Responsabilité

En sa qualité de responsable du projet décrit ci-dessus, Bruitparif prendra sous sa seule responsabilité, à l'égard des tiers, personne morale ou physique, toutes les décisions de quelque nature que ce soit (notamment éthique, déontologique, technique ou opérationnelle) qui s'avèreraient nécessaires et plus généralement toutes celles résultant de son action et garantit FPA et son personnel contre tout recours et demande y afférent, de telle sorte qu'elle ne puisse en être inquiétée de quelque manière que ce soit. FPA ne pourra par ailleurs et en aucun cas être considérée comme s'étant investie de fait dans la direction de Bruitparif ou comme employeur de son personnel ou d'un quelconque de ses cocontractants.

En conséquence, la responsabilité de FPA est strictement limitée aux déclarations, garanties et engagements qu'elle a souscrits dans le cadre de la présente convention et celle-ci ne pourra en aucun cas être tenue de prendre en charge ou d'acquitter une somme quelconque entre les mains d'un tiers en lieu et place Bruitparif à quelque titre que ce soit.

Article IX : Résiliation

Les parties peuvent dénoncer librement la présente convention moyennant le respect d'un préavis de TROIS mois, par envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

Toutefois, chacune des parties peut, à tout moment, mettre fin de plein droit à la présente convention, sans préavis ni versement de quelconques dommages et intérêts ou autre forme de compensation et en notifiant l'autre par lettre recommandée avec avis de réception dans l'un des quelconques cas suivants :

- si l'autre partie a manqué à l'une de ses obligations aux termes de la présente convention et n'y a pas remédié dans les trente (30) jours suivant une mise en demeure faite par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- si l'autre partie n'a pas exécuté une obligation substantielle de la présente convention, alors qu'il ne peut être remédié à cette inexécution.

Article X : Caractère exhaustif - modification

La présente convention constitue l'intégralité de l'accord entre les Parties et remplace et annule toutes déclarations, négociations, engagements, communications orales ou écrites, acceptation, ententes et accords préalables entre les Parties s'y rapportant.

La convention ne pourra être modifiée que par accord écrit entre les Parties.

Article XI : Confidentialité et sécurité des données

Les parties s'engagent à respecter la confidentialité et la sécurité des données personnelles comme stipulé par le règlement européen n°2016/679, dit règlement général sur la protection des données (RGPD) applicable au 25 mai 2018, transposé dans la législation française avec l'adoption de la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles.

Chaque Partie s'engage d'une part à ne divulguer à quiconque aucune information à caractère confidentiel ou renseignement considéré comme tel par l'autre Partie concernant son activité

et sa mission et dont ce caractère aura été porté à sa connaissance et d'autre part à n'utiliser les informations et renseignements considérés comme confidentiels que pour les besoins exclusifs de la présente convention de partenariat.

Article XII : Transfert des droits et obligations

Tout ou partie des droits et obligations des Parties ne pourront en aucun cas être cédés ou transmis à un tiers.

Article XIII : Droit applicable - Litige

Le présent accord est soumis au droit français. Les Parties s'efforceront de trouver une solution amiable à tout différend découlant de son exécution. À défaut de règlement amiable, tout litige ou toute contestation auxquels elle pourrait donner lieu, tant pour sa validité que pour son interprétation, sera de la compétence du Tribunal Administratif de Paris. Fait à Paris en trois exemplaires originaux.

Le Conseil régional d'Île-de-France

Représenté par Madame Valérie Pécresse
Présidente

Fondation Pour l'Audition

Représentée par Monsieur Denis Le Squer
Directeur général

Bruitparif

Représenté par Monsieur Olivier Blond
Président